En 2001, LO soutient le mouvement des flics fomenté par le RPR et le FN. Depuis, régulièrement, LO réclame plus de policiers, reniant de fait la théorie marxiste de l'État.

En 2002, le PS, le PCF et la LCR (liquidée depuis dans le NPA pacifiste) appellent à voter Chirac au second tour de l'élection présidentielle pour, disent-ils, sauver le pays de la menace fasciste avec des bulletins de vote.

> *Il serait absurde de tirer à coups de révolver sur l'urne électorale. Mais il serait encore plus absurde de se défendre contre les bandes fascistes armées avec le bulletin de vote.* (Trotsky, *Où va la France ?* 1934)

En 2005, Chirac envoie le GIPN contre des postiers en grève, le GIGN et l'armée contre des marins en grève. En 2010, les policiers en civil multiplient les agressions de jeunes manifestants. Le 21 octobre, la police en uniforme réprime violemment la manifestation de Lyon en défense des retraites. Le même mois, le gouvernement UMP réquisitionne les travailleurs des raffineries et les CRS dispersent les piquets de grève. Les dirigeants de la CGT dénoncent *« un coup médiatique »* (sic) et refusent d'appeler à la grève générale.

En janvier 2013, le direction de PSA parvient à empêcher l'occupation de l'usine d'Aulnay par les grévistes. Ainsi, les ouvriers tiennent leurs assemblées générales sous la surveillance des flics patronaux et des cadres venus briser la grève.

> *Toute grève importante ne doit pas seulement être bien organisée, les ouvriers doivent dès la premier jour créer des organes spéciaux pour combattre les briseurs de grève.* (Internationale communiste, *L'IC et l'Internationale syndicale rouge*, 1921)

LO, qui dirige la CGT à Aulnay, refuse d'appeler à la grève générale de PSA et, comme les bureaucrates syndicaux, négocie le plan de licenciement puis le signe.

En Grèce, Aube dorée attaque physiquement les immigrés. Le 5 juin 2013, les nazis des JNR et Troisième voie assassinent Clément Méric. Le MJS, le PCF, le PdG supplient alors le gouvernement d'interdire ces derniers.

Les bureaucraties syndicales et les partis ouvriers bourgeois syndiquent les policiers, font confiance à l'appareil de l'État bourgeois. Lui résister est, selon les réformistes, « de la provocation ». En Afrique du Sud, en août 2012, le gouvernement ANC-Parti communiste fait tirer sur les mineurs en grève. Les organisations centristes (NPA, LO...), prétendent qu'il suffirait de faire peur à la bourgeoisie pour revenir au bon temps de l'exploitation capitaliste d'après-guerre. Mais effrayer la classe capitaliste sans lui prendre le pouvoir se révèle souvent dangereux.

> *Pour se montrer capable d'une résistance sérieuse, les masses doivent y être préparées matériellement, ainsi que sur le terrain des idées et de l'organisation.* (Trotsky, *Où va l'Angleterre ?* 1924)

Le programme communiste, c'est le licenciement de la police bourgeoise.

> *Le Programme de transition n'est pas le programme minimum réformiste qui n'a jamais compris le contrôle ouvrier ni la milice ouvrière.* (Trotsky, *Discussions sur le programme,* 1938)

n° 2 juin 2013 1 euro

Luxemburg, Lénine, Trotsky

Armer le peuple

Supplément à *Révolution communiste* n° 1, mai-juin 2013
Le dessin de Guido Crepax est extrait de la bande dessinée *L'Uomo di Pskov*, 1977

RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du Groupe marxiste internationaliste
[section française du Collectif révolution permanente]

Directeur de publication : Étienne Valyi

ISSN : en cours

Adresse postale :
ReSo
AGECA service BP
177 rue de Charonne
75011 PARIS

Abonnement : 10 euros pour 1 an (5 numéros)
à l'ordre de ReSo

Site du CoReP en allemand, anglais, espagnol, français : revolucionpermanente.com

Site du GKK / Autriche : klassenkampf.net

Site du GMI / France : groupemarxiste.info

Site de RP / Pérou : luchamarxista.blogspot.fr

Cahier révolution communiste n° 1 et n° 3, 2 euros chacun

Tract du GMI après l'assassinat de Clément Méric par les fascistes

Front unique ouvrier pour écraser les bandes fascistes !

Clément Méric, syndicaliste étudiant et militant antifasciste, a été frappé à mort, mercredi 5 juin à Paris, par un groupe de nazis, peut-être des JNR. En tout cas, cet acte barbare est l'aboutissement de plusieurs mois de menaces contre des députés du PS, d'agressions physiques contre des féministes, des homosexuels, des journalistes, de l'attaque contre le local LGBT de Paris et de l'occupation du siège national du PS.

Les communistes internationalistes saluent la mémoire de Clément et expriment leur solidarité à ses camarades.

Clément était un combattant, pas un pacifiste qui se fiait à la police « républicaine » qui a déporté les Juifs sous Pétain et massacré les ouvriers algériens sous De Gaulle. L'hommage à lui rendre n'est pas de pleurnicher sur « l'idéologie intolérante », ni de mendier l'interdiction au gouvernement bourgeois qui sert les patrons et qui pourchasse les Roms.

Avec l'approfondissement de la crise capitaliste, la bourgeoisie recourt de plus en plus aux partis fascisants (comme le FN en France) et aux partis fascistes (comme AD en Grèce) qui utilisent comme boucs émissaires les travailleurs immigrés.

L'histoire prouve que les mesures juridiques, dont l'application est confiée aux institutions répressives de l'État bourgeois, n'ont jamais empêché les exactions par les bandes fascistes, ni la prise du pouvoir par des partis fascistes de masse. En effet, les partis fascisants et les nervis nazis sont liés aux multiples sociétés de « sécurité », ils jouissent de la protection de la police, des services secrets, de l'armée. Et ces lois et décrets sont parfois retournés contre les antifascistes et les révolutionnaires.

Les travailleurs ne sont pas des moutons qui se réfugient à l'abattoir quand ils se font mordre par le chien du berger. Le mouvement ouvrier (syndicats de salariés, syndicats étudiants, partis issus de la classe ouvrière) ont les moyens d'empêcher de nuire les bandes fascistes. Il leur suffit de s'unir, avec tous les travailleurs et les jeunes qui désirent riposter, pour défendre les locaux, les manifestations, les grèves, les quartiers populaires... L'armement du peuple et la prise du pouvoir par les travailleurs mettront définitivement hors d'état de nuire les fascistes.

6 juin 2013, Groupe marxiste internationaliste [section française du CoReP]

Bibliographie complémentaire

Engels et Marx, *Adresse à la LC*, mars 1850, *Œuvres* t. 4, Gallimard
Marx, *La Lutte des classes en France,* 1850, Gallimard ou Science marxiste
Engels, *Révolution et contre-révolution en Allemagne*, 1852, Éditions sociales
Marx, *La Guerre civile en France,* 1871, Entremonde ou Science marxiste
Engels, *Le Rôle de la violence dans l'histoire*, 1878, ES
Marx, *Discours pour le 7e anniversaire de l'AIT*, 1871, Archive internet des marxistes
Lénine, *Journées révolutionnaires*, janvier 1905, *Œuvres* t. 8, Progrès
Lénine, *Les Cent-Noirs et l'organisation de l'insurrection*, août 1905, *Œuvres* t. 9
Lénine, *De la réorganisation du parti*, novembre 1905, *Œuvres* t. 10
Lénine, *La Révolution russe et les tâches du prolétariat,* mars 1906, *Œuvres* t. 10
Lénine, *Plateforme pour le congrès d'unification du POSDR,* mars 1906, *Œuvres* t. 10
Lénine*, De la milice prolétarienne (3e lettre de loin),* mars 1917, *Œuvres* t. 23
Lénine*, Triste reniement de la démocratie,* mai 1917, *Œuvres* t. 24
Trotsky, *Le Mouvement communiste en France*, 1919-1939, Minuit
3e congrès IC, *Thèses sur la tactique ; L'IC et l'ISR,* 1921, in *Les Quatre premiers congrès de l'Internationale communiste*, Maspero
Serge, *Ce que tout révolutionnaire doit savoir de la répression*, 1925, Zones
Trotsky, *Où va l'Angleterre ?* 1925, Anthropos
Naville, *L'Entre deux guerres, la lutte des classes en France,* 1926-1939, EDI
Serge, *L'An I de la révolution russe*, 1930, La Découverte
Trotsky, *Comment vaincre le fascisme*, 1930-1933, La Passion
Trotsky, *La Révolution espagnole*, 1930-1940, Minuit
Neuberg, *L'Insurrection armée*, 1931, Maspero
Trotsky, *Discussion sur le programme de transition*, 1938, Maspero
Guérin, *Fascisme et grand capital*, 1936, Syllepse
Cannon, *L'Histoire du trotskysme américain 1928-1938,* 1942, Pathfinder
Lora, *Thèses de Pulacayo,* 1946, in *De la naissance du POR à l'Assemblée populaire*, EDI
Danos & Gibelin, *Juin 1936,* 1952, Les Bons caractères
Anweiler, *Les Soviets en Russie 1905-1921*, 1961, Gallimard
Broué, *La Révolution allemande*, 1971, Minuit
Autodéfense ouvrière, 1973, LC
Broué, *La Révolution espagnole*, 1973, Flammarion
Just, *Fronts populaires d'hier et aujourd'hui,* 1979, Stock
Chili 1970-1973, 2004, GMI
Paleni, *Italie 1919-1920,* 2011, Les Bons caractères

Rosa Luxemburg
L'Armée nouvelle de Jaurès, 1911
p. 4

Vladimir Lénine
La Milice prolétarienne, 1917
p. 8

Vladimir Lénine
Ils ont oublié l'essentiel, 1917
p. 11

Extraits du programme de fondation du KPD
Que veut la Ligue Spartacus ? 1918
p. 14

Léon Trotsky
La Milice du peuple
objections et réponses, 1934
p. 15

Extraits des programmes
de la 4e Internationale et de sa
section française, 1934 - 1944
p. 23

Bibliographie
p. 30

Rosa Luxembourg
L'Armée nouvelle de Jean Jaurès

Sous ce titre, le camarade Jaurès a fait paraître un nouveau livre volumineux qui aborde les questions mêmes de la guerre et de la paix qui, dernièrement, ont aussi éveillé un vif intérêt en Allemagne dans les cercles du parti. L'ouvrage est du début à la fin consacré à l'idée de paix que Jaurès imprègne de la puissance passionnée du verbe qui lui est propre. Ce livre n'est pas une recherche des conditions objectives du militarisme moderne et de ses rapports avec le développement capitaliste, mais seulement une discussion pénétrante des idées répugnantes et des préjugés du patriotisme français officiel et de ses appétits bellicistes.

Le leitmotiv du livre est la conception de la « nation armée » que Jaurès veut instaurer à la place du présent système de l'armée permanente et son œuvre n'est qu'un grand plaidoyer en faveur de l'armée populaire considérée comme le meilleur et le plus sûr moyen de défense de la nation contre l'ennemi extérieur. Il présente aussi en conclusion de son livre un projet de loi détaillé d'organisation nouvelle de l'armée française en 18 articles.

Sans aucun doute le projet de Jaurès diffère sur des points importants de l'armée des milices telle qu'elle figure au programme de la sociale-démocratie allemande. En premier lieu est frappante chez Jaurès la tendance à introduire le militarisme dans l'ensemble de la vie sociale si bien qu'il serait comme un fil rouge traversant toutes les institutions et même la vie de parti du prolétariat socialiste. Dans toutes les universités importantes, des chaires spéciales seraient créées pour l'enseignement de la science militaire. Le prolétariat socialiste formerait avec la plus grande ardeur des clubs militaires-gymnastiques et des clubs de tir, se livrerait à des exercices de plein air et à des manœuvres en terrain varié. Les syndicats, les coopératives et autres associations ouvrières auraient à *« subvenir, en vue de la préparation au grade d'officier, aux frais d'études de ceux des fils de syndiqués, de mutualistes et de coopérateurs dont un examen aura démontré l'aptitude. »*, et ainsi de suite.

Il est inutile d'observer que cet excès de zèle dans l'accomplissement du devoir patriotique obérerait les organisations de lutte du prolétariat et leur imposerait des objectifs et des devoirs qui leur sont entièrement et fondamentalement étrangers et qui devraient donc être repoussés catégoriquement dans l'intérêt de la lutte de classes. Au lieu d'une forte réduction de la durée du service militaire qui figure comme une des plus importantes caractéristiques des milices dans le programme de la sociale-démocratie, il semble que le projet de Jaurès comporte plutôt une forte prolongation du temps consacré à la préparation militaire -bien que celle-ci n'ait plus lieu à la caserne.

Mais l'idée de l'armée populaire envisagée d'un point de vue socialiste dépend surtout de deux conditions essentielles, sans lesquelles elle ne peut en rien atteindre ses objectifs :

Parti communiste internationaliste (SFQI)
Du travail et du pain pour tous ! 1944

Les comités ouvriers d'épuration ne peuvent intervenir efficacement que dans le cas où ils ont à leur disposition une force militaire capable d'appliquer leurs décisions. C'est là une des tâches de la milice ouvrière.

Mais le gouvernement [PS-PCF-MRP dirigé par De Gaulle] ne veut plus de milices ouvrières, fussent-elles « patriotiques ». Un décret signé du ministre de l'Intérieur « socialiste » Tixier ne leur laisse comme possibilité que l'intégration dans la police ou l'armée.

À l'heure où les agents des trusts imposent plus fermement leur volonté, où les culottes de peau s'agitent;, le moment n'est pas venu de réduire les milices au rôle de police supplétive, mais de les élargir à l'ensemble des travailleurs des deux sexes.

Les milices doivent s'organiser démocratiquement, tous les chefs seront élus, elles renforceront leur liaison, établiront un organisme puissant à cet effet, elles se placeront sous le contrôle des syndicats et des comités d'usine.

Les milices doivent continuer à assurer la garde des usines, elles protégeront les manifestations ouvrières, les permanences et les journaux des travailleurs, elles s'efforceront de détecter et de discerner les organisations fascistes qui complotent dans l'ombre, elles aideront activement la lutte des ménagères contre les mercantis et la vie chère.

Elles prépareront l'armement général du peuple et le désarmement des mercenaires de la bourgeoisie. Elles assureront l'instruction militaire de tous les travailleurs.

Hongrie, 1956

Italie, 1943

Conférence européenne de la QI, *Résolution*, 1944

En prévision des luttes ouvrières qui prendront les caractères de lutes physiques, voire de conflits armés, les bolcheviks-léninistes s'efforcent dès maintenant de préparer l'armement et l'organisation militaire des ouvriers sur la base de l'usine, tout en prenant garde d'éviter toute provocation et toute aventure. En même temps, ils s'efforcent d'arracher les partisans à l'emprise de leur direction en les dirigeant vers la lutte anticapitaliste et la défense du mouvement ouvrier.

Conférence européenne de la QI, *Thèses,* 1944

La cherté de la vie, le chômage, l'inflation, les restrictions et les difficultés de ravitaillement alimentent la source des revendications économiques immédiates. D'autre part, l'oppression politique excessive sous le régime de guerre remet au premier plan les formules élémentaires de la démocratie : liberté d'association, de presse, de réunion, droit de grève, etc.

Mais on en saurait oublier un seul instant que l'emploi des mots d'ordre démocratiques a pour but de faire avancer la lutte pour les soviets pour le pouvoir, ni que, dans la période actuelle, le programme économique et démocratique minimum se trouve très rapidement dépassé par la logique de lutte des masses elle-même. Lorsque celles-ci passent véritablement à l'offensive, c'est autour des revendications transitoires (contrôle ouvrier sur la production, comités d'usine, soviets, milices ouvrières, armement du prolétariat, etc.) qu'il faut s'efforcer d'axer la lutte afin de les entraîner dans la préparation systématique de la révolution prolétarienne.

1° Tout d'abord et avant tout il importe que chaque homme du peuple bon pour le service soit doté d'une arme et qu'il conserve celle-ci à son domicile. Ce n'est pas principalement pour des raisons d'économie que nous réclamons l'armée populaire au lieu de l'armée permanente, ce n'est pas pour échapper à des sacrifices financiers, mais pour dépouiller du mauvais usage qui en est fait l'arme du militarisme qui aujourd'hui est employée à l'occasion contre l'« ennemi intérieur », à savoir contre la montée de la classe ouvrière et contre ses luttes de masses ; c'est, au contraire, pour assigner à cette arme des buts exclusivement défensifs contre l'ennemi extérieur, et aussi en cas de besoin la protection des masses populaires contre les appétits de coup d'État d'un gouvernement traître.

Sans la remise des armes à tous les hommes capables de porter les armes, la condition primordiale de l'armée populaire est supprimée et le caractère de ce système militaire fondamentalement transformé. Le projet de Jaurès présente à cet égard une surprenante bizarrerie : il demande expressément que les armes soient remises aux soldats *« dans les départements de la légion de l'Est »,* c'est-à-dire à la frontière allemande, mais non pas qu'elles soient remises à tous les conscrits. Ainsi, Jaurès dépouille de son caractère véritablement démocratique et prolétarien tout son système de « nation armée» et lui fait diriger contre l'Allemagne une pointe évidente qui n'est autre qu'une regrettable concession à l'état d'esprit régnant en France de politique chauvine et petite-bourgeoise toujours hantée par le spectre de l'« ennemi héréditaire ».

2° Une revendication tout autre et aussi importante de notre programme en liaison avec le système des milices consiste à confier la décision concernant la guerre et la paix à la représentation populaire. C'est un fait que le cours de la politique mondiale moderne, y compris ses aventures guerrières et coloniales, va de pair avec une mise à l'écart progressive du parlement en ce qui concerne la participation à la politique étrangère. Dans la République française également, la représentation populaire est placée devant le fait accompli de la diplomatie politique et des machinations de cliques dominantes. Pourtant le projet du camarade Jaurès ne stipule pas que ce serait le parlement qui déciderait de la guerre et de la paix. En revanche, il prévoit des garanties d'un ordre tout différent pour protéger la France des aventures militaristes et des entreprises de politique étrangères nuisibles au peuple. C'est ainsi que l'article 16 de son projet stipule :

L'armée ainsi constituée a pour objet exclusif de protéger contre toute agression l'indépendance et le sol du pays. Toute guerre est criminelle si elle n'est pas manifestement défensive et elle n'est manifestement et certainement défensive que si le gouvernement du pays propose au gouvernement étranger avec lequel il est en conflit de régler le conflit par un arbitrage.

Ici, nous retrouvons comme base de toute l'orientation politique cette fameuse distinction entre guerre défensive et guerre offensive qui a joué jadis un grand rôle dans la politique étrangère des partis socialistes mais qui, en fonction des expériences des dernières décennies, devrait être purement et simplement mise au rancart.

Qu'est-ce en fait qu'une guerre défensive ? Qui va prendre sur soi de décider avec certitude de n'importe quelle guerre qu'elle appartient à l'une ou à l'autre catégorie ? Et comme il est facile et simple pour la diplomatie d'un État militaire d'obliger à l'attaque un adversaire faible au moyen de toutes sortes de petites perfidies et de stratagèmes quand c'est cet État même qui désire la guerre ! Qu'étaient les guerres napoléoniennes : des guerres offensives ou défensives ? Du point de vue des États féodaux européens, elles étaient sans aucun doute des guerres offensives, mais du point de vue de la France elles étaient des guerres défensives, car elles étaient nécessaires pour défendre l'œuvre de la grande Révolution contre l'Ancien régime européen. Et, même si elles ont pu être d'un point de vue formel et dans leur déroulement des guerres offensives, elles ont constitué un phénomène progressiste et révolutionnaire. Qu'a été la guerre entre la France et l'Allemagne en 1870 ? Du fait que Bismarck, de toute évidence, a poussé délibérément la France dans la guerre, la guerre de Napoléon III devrait, selon la formule de Jaurès, faire figure de guerre « juste ». Mais, d'un point de vue socialiste, aucune des deux parties n'avait dans cette guerre le droit de son côté. Cette guerre était le produit aussi bien de la politique criminelle de Napoléon que des calculs et des plans de l'Allemagne menée par le sang et le fer.

Ces exemples démontrent précisément que des phénomènes historiques tels que les guerres modernes ne peuvent être mesurés à l'aune de la « justice » ou avec un schéma sur le papier de défense et d'agression et que ce qui se laisserait prendre avec un tel écheveau, et risquerait d'en être affecté, ce ne serait certes pas la puissance matérielle du développement du grand capitalisme, mais bien la force de l'action socialiste.

Le fait, pour Jaurès, de déclarer criminelle toute guerre qui n'est pas manifestement défensive serait à ses yeux un moyen de prévenir les guerres. Mais qu'arriverait-il si cette affirmation ne produisait pas la plus petite impression sur les gouvernements d'aujourd'hui ? Voilà comment Jaurès répond à cette question dans l'article 17 de son projet de loi :

> *Tout gouvernement qui entrera dans une guerre sans avoir proposé, publiquement et loyalement, la solution par l'arbitrage, sera considéré comme traître à la France et aux hommes, ennemi public de la patrie et de l'humanité. Tout parlement qui aura consenti à cet acte sera coupable de félonie et dissous de droit. Le devoir constitutionnel et national des citoyens sera de briser ce gouvernement et de le remplacer par un gouvernement de bonne foi...*

Comme Jaurès sent lui-même que les mots les plus terribles, tel que *« trahison »* et *« crime »*, risquent de produire peu d'effets sur les gouvernements, il recourt en conclusion à l'action directe et il ouvre, dans son projet de loi, la perspective de l'insurrection populaire contre les gouvernements bellicistes. Si bien qu'en fin de compte, même dans l'utopie optimiste de Jaurès, s'impose le fait que guerre et paix ne sont pas des questions de droit mais des questions de force : puissance capitaliste comme facteur de guerre, puissance prolétarienne comme facteur de paix. Mais dans sa croyance obstinée, petite-bourgeoise et démocratique, en des paragraphes de la loi, il habille de forme *« constitutionnelles »* ces facteurs de puissance : traiter, dans un projet de loi, l'insurrection contre la guerre de

ils ne pourraient maintenir vingt-quatre heures leur alliance avec elle. Les réformistes inculquent systématiquement aux ouvriers l'idée que la sacro-sainte démocratie est assurée au mieux lorsque la bourgeoisie est armée jusqu'aux dents et les ouvriers désarmés.

Le devoir de la 4e Internationale est d'en finir, une fois pour toutes, avec cette politique servile. Les démocrates petits bourgeois - y compris les sociaux-démocrates, les staliniens et les anarchistes - poussent des cris d'autant plus forts sur la lutte contre le fascisme qu'ils capitulent plus lâchement devant lui en fait. Aux bandes du fascisme, seuls peuvent s'opposer avec succès des détachements ouvriers armés qui sentent derrière leur dos le soutien de dizaines de millions de travailleurs. La lutte contre le fascisme commence, non pas dans la rédaction d'une feuille libérale, mais dans l'usine, et finit dans la rue. Les jaunes et les gendarmes privés dans les usines sont les cellules fondamentales de l'armée du fascisme. Les piquets de grève sont les cellules fondamentales de l'armée du prolétariat. C'est de là qu'il faut partir. À l'occasion de chaque grève et de chaque manifestation de rue, il faut propager l'idée de la nécessité de la création de détachements ouvriers d'autodéfense. Il faut inscrire ce mot d'ordre dans le programme de l'aile révolutionnaire des syndicats. Il faut former pratiquement des détachements d'autodéfense partout où c'est possible, à commencer par les organisations de jeunes, et les entraîner au maniement des armes.

La nouvelle vague du mouvement des masses doit servir, non seulement à accroître le nombre de ces détachements, mais encore à les unifier, par quartiers, par villes, par régions. Il faut donner une expression organisée à la haine légitime des ouvriers pour les jaunes et les bandes de gangsters et de fascistes. Il faut lancer le mot d'ordre de la milice ouvrière, comme seule garantie sérieuse de l'inviolabilité des organisations, des réunions et de la presse ouvrières.

C'est seulement grâce à un travail systématique, constant, inlassable, courageux, dans l'agitation et la propagande, toujours en relation avec l'expérience des masses elles-mêmes, qu'on peut extirper de leur conscience les traditions de docilité et de passivité; éduquer des détachements de combattants héroïques, capables de donner l'exemple à tous les travailleurs; infliger une série de défaites tactiques aux bandes de la contre-révolution; accroître la confiance en eux-mêmes des exploités et des opprimés; discréditer le fascisme aux yeux de la petite bourgeoisie et frayer la voie à la conquête du pouvoir par le prolétariat.

Engels définissait l'État comme des « détachements de gens armés ». L'armement du prolétariat est un élément constituant indispensable de sa lutte émancipatrice. Quand le prolétariat le voudra, il trouvera les voies et les moyens de s'armer. La direction, dans ce domaine aussi, incombe naturellement aux sections de la 4e Internationale.

1re Conférence de la Quatrième internationale, *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la QI,* 1938

Les grèves avec occupation des usines sont un très sérieux avertissement de la part des masses à l'adresse, non seulement de la bourgeoisie, mais aussi des organisations ouvrières, y compris la 4e Internationale. En 1919-1920, les ouvriers italiens s'emparèrent, de leur propre initiative, des entreprises, signalant ainsi à leurs propres « chefs » l'arrivée de la révolution sociale. Les « chefs » ne tinrent pas compte du signal. Le résultat fut la victoire du fascisme.

Les grèves avec occupation ne sont pas encore la prise des usines, à la manière italienne; mais elles constituent un pas décisif dans cette voie. La crise actuelle peut exaspérer au plus haut point le rythme de la lutte des classes et précipiter le dénouement. Il ne faut cependant pas croire qu'une situation révolutionnaire surgit d'un seul coup. En réalité, son approche est marquée par toute une série de convulsions. La vague de grèves avec occupation des usines en est précisément une. La tâche des sections de la 4e Internationale est d'aider l'avant-garde prolétarienne à comprendre le caractère général et les rythmes de notre époque, et de féconder à temps la lutte des masses par des mots d'ordre de plus en plus résolus et par des mesures organisationnelles de combat.

L'exacerbation de la lutte du prolétariat signifie l'exacerbation des méthodes de contre-offensive de la part du capital. Les nouvelles vagues de grèves avec occupation des usines peuvent provoquer et provoqueront infailliblement, en réaction, d'énergiques mesures de la part de la bourgeoisie. Le travail préparatoire se mène dès maintenant dans les états-majors des trusts. Malheur aux organisations révolutionnaires, malheur au prolétariat s'ils se trouvent de nouveau pris à l'improviste !

La bourgeoisie ne se contente nulle part de la police et de l'armée officielle. Aux États-Unis, même dans les périodes « calmes », elle entretient des détachements militarisés de jaunes et de bandes armées privées dans les usines. Il faut y ajouter maintenant les bandes de nazis américains. La bourgeoisie française, à la première approche du danger, a mobilisé les détachements fascistes semi-légaux et illégaux jusqu'à l'intérieur de l'armée officielle. Il suffira que les ouvriers anglais augmentent de nouveau leur poussée pour qu'immédiatement les bandes de Mosley doublent, triplent, décuplent en nombre et entrent en croisade sanglante contre les ouvriers. La bourgeoisie se rend clairement compte qu'à l'époque actuelle, la lutte des classes tend infailliblement à se transformer en guerre civile. Les exemples de l'Italie, de l'Allemagne, de l'Autriche, de l'Espagne et d'autres pays ont appris beaucoup plus aux magnats et aux laquais du capital qu'aux chefs officiels du prolétariat.

Les politiciens de la 2e et de la 3e Internationales, de même que les bureaucrates des syndicats, ferment consciemment les yeux sur l'armée privée de la bourgeoisie; sinon,

« devoir constitutionnel », c'est bien la trouvaille la plus originale d'un fanatisme juridique se réclamant du socialisme.

Mais ce fanatisme juridique ne demeure pas ici, comme d'habitude, une simple lubie superficielle allant de pair avec des idées dont le fond est juste : il se retourne contre la cause soutenue par l'auteur, en la poussant jusqu'à la caricature. Car pour Jaurès, l'insurrection *« constitutionnelle »* doit servir à rappeler le gouvernement criminel à son devoir, devant le tribunal arbitral. Quel tribunal arbitral international Jaurès a-t-il en vue ? Tout simplement ce théâtre de marionnettes de La Haye, créé par le sanguinaire tsar de Russie, objet des railleries du monde entier, depuis longtemps oublié et empoussiéré !

Avec le plus grand sérieux, Jaurès termine son projet par un article 18 qui stipule :

> *Le gouvernement de la France est invité dès maintenant à négocier avec tous les pays représentés à la Cour de La Haye des traités d'arbitrage...*

Le tribunal de la paix de La Haye, pierre angulaire de la politique socialiste ! On ne peut qu'évoquer involontairement le proverbe : « tant de bruit pour une omelette !».

Si la sociale-démocratie allemande propage sa revendication des milices et demande que la décision sur la guerre et la paix appartienne à la représentation populaire, au moins ne se fait-elle pas la plus petite illusion sur le fait que tout le développement du capitalisme moderne rend ces revendications inapplicables jusqu'au moment où le prolétariat aura pris le pouvoir. Nos revendications doivent indiquer la direction vers laquelle s'orientent nos vœux, ainsi que l'intérêt du prolétariat. Mais s'abandonner à l'illusion que des formules juridiques l'emportent en quoi que ce soit sur les intérêts et le pouvoir du capitalisme, c'est la politique la plus nocive que puisse mener le prolétariat.

Leipziger Volkszeitung, 9 juin 1911

Allemagne, 1918

Vladimir Lénine
La Milice prolétarienne

Notre journal annonçait le 14 avril, dans une correspondance de Kanavino (province de Nijni-Novgorod) :

> *Une milice d'ouvriers payée par l'administration des entreprises a été instituée dans presque toutes les usines.*

L'auteur de cette correspondance nous informe qu'il existe dans la région de Kanavino 16 usines occupant environ 30 000 ouvriers, sans compter les cheminots ; l'institution d'une milice ouvrière payée par les capitalistes s'est donc déjà étendue dans cette région à un nombre important de grosses entreprises.

L'institution d'une milice ouvrière payée par les capitalistes est une mesure d'une portée immense, on peut même dire sans exagération : formidable, décisive, tant en pratique qu'en principe. Le salut de la révolution ne peut être assuré, le succès de ses conquêtes ne peut être garanti, son développement ultérieur est impossible, si cette mesure n'est pas généralisée, si elle n'est pas menée à bonne fin et appliquée dans l'ensemble du pays.

Les bourgeois et les grands propriétaires fonciers républicains, devenus républicains depuis qu'ils se sont convaincus de l'impossibilité de commander au peuple *autrement,* s'efforcent d'instituer une république aussi monarchique que possible, du genre de cette république française que Chtchédrine appelait une république sans républicains.

L'essentiel, pour les grands propriétaires fonciers et les capitalistes, maintenant qu'ils se sont convaincus de la force des masses révolutionnaires, c'est de *sauvegarder* les institutions essentielles de l'ancien régime, de sauvegarder les vieux instruments d'oppression : la police, le corps des fonctionnaires, l'armée permanente. Ils s'efforcent de ramener la « milice civique » aux formes du passé, c'est-à-dire de la réduire à de petits contingents d'hommes armés, coupés du peuple, aussi proches que possible de la bourgeoisie et commandés par des hommes issus de la bourgeoisie.

Le programme minimum de la sociale-démocratie exige le remplacement de l'armée permanente par l'armement général du peuple. Mais la majorité des sociaux-démocrates officiels d'Europe et la plupart des chefs de nos menchéviks ont « oublié » ou mis de côté le programme du parti, substituant le chauvinisme (le « jusqu'auboutisme ») à l'internationalisme, et le réformisme à la tactique révolutionnaire.

Or, c'est précisément aujourd'hui, à notre époque révolutionnaire, que l'armement général du peuple est une nécessité pressante. Ce serait une tromperie et un faux-fuyant de prétendre qu'il est superflu d'armer le prolétariat, puisque l'armée est révolutionnaire, ou que les armes « manqueront ». Il s'agit de procéder immédiatement à l'organisation d'une milice

Espagne, 1936

Parti ouvrier internationaliste, *Que veut le POI ?* 1937

Pour organiser, défendre, appliquer ces mesures en faveur de la classe ouvrière, des petits paysans, des classes moyennes, organisons par les comité d'entreprise :

- Le contrôle ouvrier et paysan sur la production

Dès maintenant, organisons :

- Le contrôle de l'embauche et du licenciement,
- Le contrôle du temps de travail.

Exigeons le respect du contrat collectif, l'élargissement des droits des délégués élus, l'extension de ces droits aux jeunes travailleurs, la constitution effective de comités d'entreprise permanents, contrôlables et révocables par l'ensemble du personnel

L'organisation immédiate de congrès de délégués d'usine, par région et sur le plan national.

Exigeons l'abrogation de la loi sur l'arbitrage obligatoire.

Organisons et préparons dès maintenant le renouvellement des contrats collectifs et leur élargissement, l'introduction de l'échelle mobile.

Il faut pour cela que les syndicats deviennent des instruments de lutte et non de compromission avec le patronat et l'État bourgeois français.

Nous n'imposerons ces mesures qu'en nous préparant à une nouvelle offensive contre le patronat, par la grève et l'occupation en masse des usines, chantiers, bureaux, fermes, etc., en exigeant la suppression du secret commercial.

Nous déclarons que cette politique ne peut être menée que grâce à une lutte acharnée, pour instaurer le socialisme et exproprier la grande bourgeoisie.

Pour se défendre dans cette lutte, le prolétariat doit mettre à l'ordre du jour la question de l'organisation de ses milices prolétarienne, de son armement.

L'impulsion donnée par ces comités d'alliance ouvrière, leur autorité auprès des masses, incitera les couches travailleuses des campagnes à s'organiser dans des comités paysans.

Dans la lutte contre le fascisme, la réaction et la guerre, le prolétariat accepte l'aide des groupements petits-bourgeois (pacifistes, Ligue des droits de l'homme, Front commun, etc.), mais des ententes pareilles ne peuvent avoir qu'une importance secondaire. Il s'agit avant tout d'assurer l'unité d'action de la classe ouvrière elle-même dans les usines et les quartiers ouvriers des centres industriels. L'entente entre les importantes organisations ouvrières (PCF, PS, CGT, CGTU, LC), n'aurait de valeur révolutionnaire que si elle est orientée vers la création :

- de comités de lutte représentant la masse elle-même (embryons de soviets) ;
- de la milice ouvrière, toujours unie dans l'action, même si elle est organisée par des partis et organisations différents.

Pour renforcer la lutte des uns et des autres, des comités ouvriers établiraient une étroite liaison avec les comités paysans. Constitués comme organes de défense commune contre le fascisme, ces comités d'alliance ouvrière et ces comités paysans se transformeraient dans le cours de la lutte en organismes directement élus par la masse, en organes du pouvoir des ouvriers et des paysans.

C'est sur cette base que s'édifiera le pouvoir prolétarien opposé au pouvoir capitaliste et que triomphera la Commune ouvrière et paysanne !

États-Unis, 1934, grève des chauffeurs routiers de Minneapolis dirigée par la Communist League

dont tout le monde fera partie et qui apprendra le maniement des armes, même « s'il n'y en a pas assez » pour tous ; car le peuple n'a pas nécessairement besoin d'une quantité d'armes telle que chacun ait toujours la sienne. Ce qu'il faut, c'est que le peuple entier apprenne à se servir des armes et entre dans la milice appelée à remplacer la police et l'armée permanente.

Ce qu'il faut aux ouvriers, c'est qu'il n'y ait pas d'armée coupée du peuple, qu'ouvriers et soldats fassent partie d'une même milice populaire. Sinon l'appareil d'oppression subsistera, prêt à servir aujourd'hui Goutchkoy et ses amis, les généraux contre-révolutionnaires, et peut-être demain un Radko Dmitriev ou quelque prétendant au trône ou à une monarchie plébiscitaire.

Ne pouvant « venir à bout » du peuple par d'autres moyens, les capitalistes ont maintenant besoin d'une république. Mais ce qu'il leur faut, c'est une république « parlementaire », autrement dit une démocratie limitée à des élections démocratiques, au droit d'envoyer au Parlement des hommes qui, selon l'expression mordante et si juste de Marx, représentent et oppriment le peuple. Les opportunistes de la sociale-démocratie contemporaine, qui substituent Scheidemann à Marx, ont appris par cœur la règle : « il faut utiliser » le parlementarisme (ce qui est incontestable) ; mais ils ont oublié les leçons de Marx sur la démocratie prolétarienne et ce qui la différencie du parlementarisme bourgeois.

Le peuple a besoin de la république pour que les masses reçoivent une éducation démocratique. Ce qu'il faut, c'est non seulement une représentation démocratique, mais aussi que toute l'administration de l'État soit organisée d'en bas, par les masses elles-mêmes, que celles-ci participent effectivement à chaque pas en avant que fait la vie, qu'elles jouent un rôle actif dans l'administration. Remplacer les vieux organismes d'oppression, la police, le corps des fonctionnaires, l'armée permanente, par l'armement général du peuple, par une milice réellement générale, tel est le seul moyen de prémunir au mieux le pays contre le rétablissement de la monarchie et de lui donner la possibilité de marcher méthodiquement, fermement et résolument au socialisme, sans « introduire » celui-ci d'en haut, mais en initiant la masse des prolétaires et des semi-prolétaires à l'art de gouverner l'État, d'exercer le pouvoir dans sa totalité.

L'ordre public assuré par une police située au-dessus du peuple et par un corps de fonctionnaires, fidèles serviteurs de la bourgeoisie, ainsi que par une armée permanente placée sous les ordres de grands propriétaires fonciers et de capitalistes : tel est l'idéal de la république parlementaire bourgeoise, qui s'attache à perpétuer la domination du capital.

L'ordre public assuré par une milice populaire dont tout le monde — hommes et femmes — fera partie, susceptible de remplacer partiellement le corps des fonctionnaires ; des autorités non seulement élues et révocables à tout moment, mais recevant un salaire d'ouvrier, et non des traitements « princiers » ou bourgeois : tel est l'idéal de la classe ouvrière.

Cet idéal n'est pas seulement inscrit dans notre programme ; il n'existe pas seulement dans l'histoire du mouvement ouvrier d'Occident, à savoir dans l'expérience de la Commune de Paris ; il n'a pas seulement été analysé, souligné, expliqué, recommandé par Marx : les ouvriers russes l'ont déjà pratiquement appliqué en 1905 et en 1917. Par leur rôle, par le type d'État qu'ils inaugurent, les soviets des députés ouvriers sont précisément les institutions d'une démocratie qui supprime les anciens organes d'oppression et s'engage dans la voie de la constitution d'une milice englobant le peuple entier.

Mais comment faire pour que la milice englobe le peuple entier quand les prolétaires et les semi-prolétaires sont astreints à travailler dans les fabriques, ployés sous le labeur de forçat que leur imposent les grands propriétaires fonciers et les capitalistes ? Il n'est qu'un moyen : la milice ouvrière doit être payée par les capitalistes. Les capitalistes doivent payer aux ouvriers les heures ou les journées consacrées par les prolétaires au service civique.

Les masses ouvrières s'engagent d'elles-mêmes dans cette voie juste. L'exemple des ouvriers de Nijni-Novgorod doit être imité dans toute la Russie.

Camarades ouvriers, faites comprendre aux paysans et au peuple tout entier la nécessité de créer une milice générale en remplacement de la police et de l'ancien corps de fonctionnaires ! Instituez cette milice-là, et pas une autre. Instituez-la par le canal des soviets de députés ouvriers, des soviets de députés paysans, des organes d'autonomie administrative locale qui se trouvent entre les mains de la classe ouvrière. Surtout ne vous contentez pas d'une milice bourgeoise. Appelez les femmes à s'acquitter de ce service civique à l'égal des hommes. Exigez que les capitalistes payent aux ouvriers les journées consacrées au service civique dans la milice !

Faites pratiquement l'apprentissage de la démocratie, faites-le sur-le-champ, vous-mêmes, à la base ; entraînez les masses à une participation effective, directe, générale à la gestion de l'État : là, et là seulement, est le garant de la victoire complète de la révolution, le garant de sa marche en avant assurée, réfléchie et méthodique.

Pravda n° 36, 3 mai 1917

Russie, 1917

Extraits des programmes de la 4e Internationale et de sa section française

Ligue communiste (BL), *Programme d'action*, 1934

C'est par milliards que le gouvernement soutire l'argent aux pauvres, aux exploités, aux gens de toutes conditions, pour développer et armer sa police, ses gardes mobiles et son armée, en un mot pour développer non seulement la guerre civile , mais préparer la guerre impérialiste . Les jeunes travailleurs mobilisés par centaines de milliers dans les armées de terre et de mer sont privés de tout droit.

Nous voulons le licenciement des officiers et sous-officiers réactionnaires et fascistes, instruments de coup d'État. Les travailleurs sous les armes doivent au contraire conserver tous les droits politiques et se faire représenter par des comités de soldats élus dans des assemblées spéciales. Ils resteront ainsi liés réellement à la grande masse des travailleurs, et unifieront leurs forces avec celles du peuple organisé et armé contre la réaction et le fascisme.

Toute la police exécutrice des volontés du capitalisme, de l'État bourgeois et de ses clans politiciens corrompus doit être licenciée. Exécution des fonctions de police par la milice des travailleurs. Abolition de la justice de classe, extension du jury, éligibilité de tous les juges, extension du jury pour tous les crimes et délits : le peuple rend justice lui-même.

L'entente de la paysannerie et de la classe ouvrière ne s'obtiendra que si la classe ouvrière montre à l'ensemble du pays travailleur sa force, son initiative décidée et sa capacité de réaliser ce programme. C'est pourquoi il faut avant tout créer les conditions pour l'unité d'action.

L'alliance ouvrière des partis et des syndicats ouvriers sans intermédiaires, indépendamment de leurs tendances, et ayant pour but la coordination à chaque instant de la résistance de la classe ouvrière à l'offensive de la réaction, par la défense des positions et des droits acquis du prolétariat, doit se constituer sans tarder du haut en bas et englober toutes les forces des travailleurs, sans exception.

Un Comité national de l'alliance ouvrière, des comités régionaux, des comités locaux où les organisations existantes collaboreraient pour y assurer la représentation de toutes les couches ouvrières sur le lieu du travail, qui est le terrain le plus solide de la résistance ouvrière, seraient organisées. Création de comités d'entreprises, de comités de caserne, élus par tous les travailleurs.

Les organisations ouvrières doivent mobiliser tous leurs moyens pour créer la milice

Mais les armements fascistes ne sont pas, bien entendu, l'unique source. En France, il y a plus d'un million d'ouvriers organisés. À généralement parler, c'est très peu. Mais c'est pleinement suffisant pour établir un commencement de milice ouvrière. Si les partis et les syndicats armaient seulement le dixième de leurs membres, cela ferait déjà une milice de 100 00 hommes. Il n'y a aucun doute que le nombre des volontaires, le lendemain de l'appel du « front unique » pour la milice, dépasserait de loin ce nombre. Les contributions des partis et des syndicats, les collectes et les souscriptions volontaires donneraient la possibilité, au cours d'un ou deux mois, d'assurer des armes à 100 000 ou 200 000 combattants ouvriers. La racaille fasciste mettrait rapidement la queue entre les jambes. Toute la perspective du développement deviendrait incomparablement plus favorable.

Contre le conservatisme passif des bureaucraties

Invoquer l'absence d'armement ou d'autres causes objectives pour expliquer pourquoi jusqu'à maintenant on ne s'est pas mis à la création de la milice, c'est tromper soi-même et les autres. Le principal obstacle, on peut dire le seul obstacle, a sa racine dans le caractère conservateur et passif des organisations ouvrières dirigeantes. Les sceptiques que sont les chefs ne croient pas à la force du prolétariat. Ils mettent leur espoir en toutes sortes de miracles d'en haut, au lieu de donner une issue révolutionnaire à l'énergie d'en bas. Les ouvriers conscients doivent forcer leurs chefs soit à passer immédiatement à la création de la milice du peuple, soit à céder la place à des forces plus jeunes et plus fraîches.

La Vérité n° 225, 2 novembre 1934

Le service d'ordre du PS-SFIO impulsé par le GBL, juillet 1935

Vladimir Lénine
Ils ont oublié l'essentiel

L'approche des élections aux doumas d'arrondissement a fait apparaître les plateformes ronflantes des deux partis démocratiques petits-bourgeois : celui des populistes et celui des menchéviks. Ces plateformes sont tout à fait semblables à celles des partis bourgeois d'Europe, tels que le « Parti radical et radical-socialiste » français, soucieux de capter les suffrages d'une masse d'électeurs crédules et arriérés, composée de petits propriétaires, etc. Mêmes phrases grandiloquentes, mêmes promesses pompeuses, mêmes formules vagues, même silence sur l'essentiel, ou plutôt même oubli de l'essentiel, à savoir : les *conditions réelles* qui permettraient de réaliser ces promesses.

Ces conditions réelles sont à l'heure actuelle les suivantes :

1° la guerre impérialiste ; 2° l'existence d'un gouvernement capitaliste ; 3° l'impossibilité de prendre des mesures sérieuses tendant à améliorer la situation des ouvriers et des masses laborieuses sans porter atteinte révolutionnairement à « la sacro-sainte propriété privée capitaliste » ; 4° l'impossibilité d'appliquer le système des réformes promises par ces partis avec le vieil organisme et le vieil appareil administratif, avec une police qui ne peut que servir les capitalistes et opposer mille et un obstacles à l'application de ces réformes.

Exemple : *« Réglementer les loyers pendant la durée de la guerre...», « réquisitionner les stocks* [les stocks de vivres tant dans les magasins que chez les particuliers] *pour les besoins de la collectivité », « organiser des boulangeries, cantines, cuisines et magasins publics »,* écrivent les menchéviks *; « porter à la santé et à l'hygiène publiques toute l'attention qu'elles méritent »,* répètent en écho les populistes (les socialistes-révolutionnaires).

Voeux excellents, bien sûr. Mais la difficulté, c'est qu'on ne peut pas les réaliser *sans rompre* avec la politique de soutien de la guerre impérialiste, de soutien de l'emprunt (avantageux aux capitalistes), de soutien du gouvernement des capitalistes, qui protège les bénéfices du capital ; de maintien de la police, qui empêcherait n'importe laquelle de ces réformes, l'entraverait, l'annulerait, si même le gouvernement et les capitalistes ne posaient pas d'ultimatum aux réformateurs (ce qu'ils ne manqueront pas de faire dès que les profits du capital seront en cause).

Or, toutes les plateformes de ce genre, toutes ces énumérations détaillées de réformes ambitieuses ne sont, si l'on oublie les dures et inexorables conditions de la domination du capital, que des paroles en l'air et, dans la pratique, soit des « vœux pieux » parfaitement

anodins, soit tout simplement une mystification des masses par de vulgaires politiciens bourgeois.

Regardons la vérité en face. Ne la voilons pas, disons-la au peuple sans ambages. Il ne faut pas dissimuler la lutte des classes, mais au contraire en montrer les liens avec les mirifiques, les séduisants projets de réformes « radicales ».

Camarades ouvriers, citoyens de Petrograd ! Pour faire aboutir les réformes nécessaires au peuple, les réformes venues à maturité, urgentes, dont parlent les populistes et les menchéviks, il faut rompre avec le soutien de la guerre impérialiste et des emprunts, le soutien du gouvernement capitaliste et le principe de l'intangibilité des profits du capital. Il faut, pour faire aboutir ces réformes, *ne pas laisser rétablir la police,* que les cadets sont en train de reconstituer, mais la remplacer par une milice populaire. Voilà ce que le parti du prolétariat doit dire au peuple à l'occasion de ces élections, ce qu'il doit *opposer* aux partis petits-bourgeois populiste et menchévik. Voilà ce qui constitue l'essentiel de la « plateforme municipale » prolétarienne, et que ces partis s'efforcent de dissimuler.

D'abord, en tête de cette plateforme, de l'énumération des réformes, il faut inscrire trois points principaux déterminants, qui en conditionnent l'exécution :

Aucun soutien de la guerre impérialiste (ni sous la forme du soutien de l'emprunt, ni sous aucune autre).

Aucun soutien au gouvernement des capitalistes.

Ne pas laisser rétablir la police, la remplacer par une milice populaire.

Si l'on ne concentre pas l'attention sur ces questions capitales, si l'on n'explique pas qu'elles conditionnent toutes les réformes municipales, on réduit inévitablement (dans le meilleur des cas) le programme municipal à un simple vœu.

Arrêtons-nous sur le troisième point.

Dans toutes les républiques bourgeoises, même les plus démocratiques, la police est (avec l'armée permanente) l'instrument principal de l'oppression des masses, le garant d'un retour toujours possible à la monarchie. La police passe les « petites gens » à tabac dans les commissariats de New York, de Genève et de Paris, alors qu'elle est pleine de prévenance pour les capitalistes qui s'assurent son indulgence en lui versant tout simplement des pots-de-vin (Amérique, etc.), ou grâce à la « protection » et aux « démarches » de gens riches (Suisse), ou en combinant les deux systèmes (France). Coupée du peuple, constituant une caste professionnelle fermée d'hommes « dressés » à sévir contre les pauvres, d'hommes relativement bien payés et jouissant des privilèges du « pouvoir » (sans parler des « revenus licites »), la police demeure infailliblement, dans toutes les républiques démocratiques où règne la bourgeoisie, l'instrument, le rempart, le bouclier le plus sûr de cette dernière. Des réformes sérieuses, radicales, en faveur des masses laborieuses *ne* peuvent *pas* être effectuées avec son aide. C'est objectivement impossible.

l'air. Il faut que toutes les organisations ouvrières se mettent à l'oeuvre. Dans cette question, il ne peut y avoir de ligne de démarcation entre les partis ouvriers et les syndicats. La main dans la main, ils doivent mobiliser les masses. Le succès de la milice ouvrière sera alors pleinement assuré.

Où les ouvriers trouveront-ils les armes ?

« Mais où donc les ouvriers vont-ils prendre des armes ? » objectent les sérieux « réalistes », c'est-à-dire les philistins effrayés. *« C'est que l'ennemi de classe a des fusils, des canons, des tanks, des gaz, des avions. Et les ouvriers, des centaines de revolvers et des couteaux de poche ? »*

Cette objection rassemble pêle-mêle tout ce qui pourrait effrayer les ouvriers. D'un côté, nos sages identifient l'armement des fascistes à l'armement de l'État ; de l'autre, ils se tournent vers l'État en le priant de désarmer les fascistes. Remarquable logique ! En fait, leur position est fausse dans les deux cas. En France, les fascistes sont encore loin de s'emparer de l'État. Le 6 février ils sont entrés en conflit armé avec sa police. C'est pourquoi il serait faux de parler de canons et de tanks, quand il s'agit dans l'immédiat de lutte armée contre les fascistes. Les fascistes, bien entendu, sont plus riches que nous, il leur est plus facile d'acheter des armes. Mais les ouvriers sont plus nombreux, plus décidés, plus dévoués, du moins quand ils sentent une ferme direction révolutionnaire. Entre autres sources, les ouvriers peuvent s'armer aux dépens des fascistes, en les désarmant systématiquement. C'est maintenant une des plus sérieuses formes de la lutte contre le fascisme. Quand les arsenaux ouvriers commenceront à se remplir aux dépens de dépôts fascistes, les banques et les trusts deviendront plus prudents pour financer l'armement de leurs gardes assassins. On peut même admettre que dans ce cas, - mais dans ce cas seulement – les autorités alarmées commenceront réellement à empêcher l'armement des fascistes pour ne pas procurer une source supplémentaire d'armement aux ouvriers. On sait depuis longtemps que seule une tactique révolutionnaire engendre, comme produit accessoire, des « réformes », ou des concessions du gouvernement.

Mais comment donc désarmer les fascistes ? Naturellement, il est impossible de le faire uniquement au moyen des seuls articles de journaux. Il faut créer des escouades de combat. Il faut créer les états-majors de la milice. Il faut instituer un bon service de renseignements. Des milliers d'informateurs et d'auxiliaires bénévoles arriveront de tous côtés, quand ils apprendront que l'affaire est sérieusement arrangée par nous. Il faut une volonté prolétarienne.

Développer la milice par une campagne politique dans les masses

Dans les rangs du Parti socialiste, il arrive d'entendre parfois cette objection : *« Il faut faire la milice, mais il n'est pas besoin d'en parler tout haut ».* On ne peut que féliciter les camarades qui ont le souci de soustraire le côté pratique de l'affaire aux yeux et aux oreilles importuns. Mais il est trop naïf de penser qu'on puisse créer la milice imperceptiblement, secrètement, entre quatre murs. Il nous fait des dizaines et ensuite des centaines de milliers de combattants. Ils ne viendront que si des millions d'ouvriers et d'ouvrières, et derrière eux les paysans aussi, comprennent la nécessité de la milice et créent, autour des volontaires, une atmosphère de sympathie ardente et de soutien actif. La conspiration peut et doit envelopper uniquement le côté technique de l'affaire. Mais quant à la campagne politique, elle doit se développer ouvertement, dans les réunions, dans les usines, dans les rues et sur les places publiques.

Grouper les ouvriers de toutes tendances sur le lieu de travail

Les cadres fondamentaux de la milice doivent être des ouvriers d'usine, groupés suivant le lieu de travail, se connaissant l'un l'autre et pouvant protéger leurs détachements de combat contre l'infiltration des agents de l'ennemi beaucoup plus facilement et beaucoup plus sûrement que les bureaucrates les plus élevés. Des états-majors conspiratifs sans mobilisation ouverte des masses resteront au moment du danger suspendus en

La Jeunesse léniniste en 1934

La Jeunesse léniniste n'hésite pas à recruter des « bandes » des quartiers : des jeunes travailleurs incultes politiquement mais décidés à se battre contre les fascistes... Les jeunes léninistes donnent dans la rue l'exemple de la lutte contre les fascistes Par exemple, ils interviennent au Quartier latin, alors entièrement dominé par les fascistes qui interdisent toute propagande « de gauche » et matraquent impunément quiconque leur semble hostile. Les étudiants léninistes font appel à l'unité d'action et, renforcés par les jeunes travailleurs des Jeunesses léninistes, ils infligent à l'Action française une sévère correction.

Yvan Craipeau, *Le Mouvement trotskyste en France*, Syros, 1971

La substitution d'une milice populaire à la police et à l'armée permanente est la *condition* du succès de toute réforme municipale au profit des travailleurs. En période révolutionnaire, cette condition est réalisable. C'est elle avant tout que doit avoir en vue la plateforme municipale, les deux autres conditions essentielles se rapportant non seulement à la question municipale, mais aussi à tout le problème de l'État.

Comment s'y prendre au juste pour mettre sur pied une milice populaire ? L'expérience le montrera. Pour que les prolétaires et les semi-prolétaires puissent y participer, il faut obliger les patrons à leur payer le salaire des heures et des journées employées à servir dans la milice. C'est faisable. La question qui se pose ensuite est celle-ci : faut-il organiser d'abord une milice ouvrière s'appuyant sur les ouvriers des grandes usines, c'est-à-dire sur les ouvriers les mieux organisés et les plus capables de s'acquitter des fonctions de miliciens, ou bien faut-il organiser dès à présent le service général et obligatoire de tous les adultes, hommes et femmes, dans la milice, à raison d'une ou deux semaines par an, etc. ? Cette question n'a pas une importance de principe. Il n'y aura aucun mal si chaque arrondissement commence de façon différente : l'expérience n'en sera que plus riche, les progrès de l'organisation de la milice s'en trouveront facilités, il sera mieux tenu compte des nécessités pratiques.

La milice populaire, c'est réellement l'éducation démocratique des *masses* de la population.

La milice populaire, c'est l'administration des pauvres, exercée *non plus seulement* par les riches, par *leur* police, mais par le peuple lui-même, avec prédominance des pauvres.

La milice populaire, c'est la surveillance (des fabriques, des habitations, de la répartition des produits, etc.) rendue *réalisable* autrement que sur le papier.

La milice populaire, c'est la répartition du pain sans « queues » et sans aucun privilège pour les riches.

La milice populaire, c'est la garantie que bon nombre de réformes sérieuses, radicales, énumérées par les populistes et les menchéviks, *ne* resteront *pas* de simples voeux.

Camarades ouvriers et ouvrières de Petrograd ! Tous aux élections pour les Doumas d'arrondissement. Défendez les intérêts du pauvre. Contre la guerre impérialiste, contre tout soutien au gouvernement capitaliste, contre le rétablissement de la police, pour son remplacement immédiat et total par une milice populaire.

Pravda » n° 49, 18 mai 1917

Que veut la Ligue Spartacus ?

Dernier rejeton de la caste des exploiteurs, la classe capitaliste impérialiste surpasse en brutalité, en cynisme, la bassesse de toutes celles qui l'ont précédée. Elle défendra ce qu'elle a de plus sacré : le profit et le privilège de l'exploitation avec ses dents et ses ongles... Toutes ces résistances, il faudra les briser pas à pas d'une main de fer en faisant preuve d'une énergie sans défaillance. A la violence de la contre-révolution bourgeoise, il faut opposer le pouvoir révolutionnaire du prolétariat, aux attentats, aux intrigues ourdies par la bourgeoisie, la lucidité inébranlable, la vigilance et l'activité jamais en défaut de la masse prolétarienne. Aux menaces de la contre-révolution, l'armement du peuple et le désarmement des classes dominantes. Aux manœuvres d'obstruction parlementaire de la bourgeoisie, l'organisation inventive et active de la masse des ouvriers et des soldats. A l'omniprésence et aux mille moyens dont dispose la société bourgeoise, il faudra opposer le pouvoir de la classe ouvrière décuplé par l'union et la concentration. Seul le front uni de l'ensemble du prolétariat allemand, rassemblant le prolétariat du Sud de l'Allemagne et celui du Nord de l'Allemagne, le prolétariat urbain et le prolétariat agricole, seul le front des ouvriers et des soldats, les contacts idéologiques vivants entre la révolution allemande et l'Internationale, l'élargissement de la révolution allemande aux dimensions de la révolution mondiale du prolétariat, permettront de créer le soubassement de granit sur lequel on construira 1'édifice de l'avenir.

La lutte pour le socialisme est la guerre civile la plus fantastique que l'histoire du monde ait jamais connue, et la révolution prolétarienne doit se doter des moyens nécessaires, elle doit apprendre à les utiliser pour lutter et vaincre. Doter de la sorte la masse compacte de la population laborieuse de la totalité du pouvoir politique pour qu'elle accomplisse les tâches révolutionnaires, c'est ce qu'on appelle la dictature du prolétariat : la démocratie véritable. Il n'y a pas démocratie, lorsque l'esclave salarié siège à côté du capitaliste, le prolétaire agricole à côté du Junker dans une égalité fallacieuse pour débattre de concert, parlementairement, de leurs problèmes vitaux. Mais lorsque la masse des millions de prolétaires empoigne de ses mains calleuses la totalité du pouvoir d'État, tel le dieu Thor brandissant son marteau, pour l'abattre sur la tête des classes dominantes, alors seulement existe une démocratie qui ne soit pas une duperie.

Désarmement de toute la police, de tous les officiers ainsi que des soldats d'origine non prolétarienne, désarmement de tous ceux qui font partie des classes dominantes. Réquisition de tous les stocks d'armes et de munitions ainsi que des usines d'armement par les soins des conseils d'ouvriers et de soldats. Armement de l'ensemble du prolétariat masculin adulte qui constituera une milice ouvrière. Constitution d une garde rouge composée de prolétaires qui sera le noyau actif de la milice et aura pour mission de protéger en permanence la révolution contre les attentats et les intrigues contre-révolutionnaires...

Extraits du programme rédigé par Rosa Luxemburg pour la Spartakusbund et adopté par le Parti communiste allemand à sa fondation en décembre 1918-janvier 1919

Certes, *L'Humanité* admet maintenant en paroles la défense, mais seulement en tant qu'*« auto-défense de masse »* : *« la milice est nuisible, parce que, voyez-vous, elle coupe des masses les détachements de combat »*. Mais pourquoi donc chez les fascistes existe-t-il des détachements armés indépendants, qui ne se coupent pas des masses réactionnaires, mais, au contraire, par leurs coups bien organisés élèvent le courage de la masse et renforcent son audace ? Ou peut-être la masse prolétarienne par ses qualités combatives serait-elle inférieure à la petite bourgeoisie déclassée ?

Embrouillés jusqu'au bout, *L'Humanité* commence à hésiter : voilà que l'auto-défense de masse a besoin de créer ses *« groupes d'auto-défense »*. Au lieu de la milice répudiée, on met des groupes spéciaux, des détachements. Il semble à première vue que la différence ne soit que dans le nom. A vrai dire même le nom proposé par *L'Humanité* ne vaut rien. On peut parler d'*« auto-défense de masse »*, mais il est impossible de parler de *« groupes d'autodéfense »*, car les groupes ont pour but de défendre non pas eux-mêmes, mais les organisations ouvrières. Cependant, il ne s'agit pas, bien entendu, du nom. Les *« groupes d'autodéfense »* doivent, de l'avis de *L'Humanité*, renoncer à l'emploi d'armes, pour ne pas tomber dans le *« putschisme »*. Ces sages traitent la classe ouvrière comme un enfant à qui il ne faut pas laisser un rasoir entre les mains. D'ailleurs, les rasoirs, comme son sait, sont le monopole des Camelots du roi, qui, étant un légitime *« produit du capitalisme »*, ont renversé à l'aide de rasoirs le *« système »* de la démocratie. Pourtant, comment les *« groupes d'autodéfense »* vont-ils se défendre contre les revolvers fascistes ? *« Idéologiquement »*, bien entendu. Autrement dit : il ne leur reste qu'à se cacher. N'ayant pas ce qu'il faut entre les mains, ils doivent chercher l'*« auto-défense »* dans leurs jambes. Et les fascistes, pendant ce temps, saccageront impunément les organisations ouvrières. Mais si le prolétariat subit une terrible défaite, en revanche il ne se rendra pas coupable de *« putschisme »*. Du dégoût et du mépris, voilà ce que provoque ce bavardage de poltron sous le drapeau du « bolchévisme ».

Du putschisme de la troisième période à l'opportunisme actuel

Déjà lors de la « troisième période » d'heureuse mémoire quand les stratèges de *L'Humanité* avaient le délire des barricades, conquéraient chaque jour la rue et traitaient de « social-fasciste » tous ceux qui ne partageaient pas leurs extravagances, nous prédisions : *« Dès l'instant où ces gens se seront brûlés le bout des doigts, ils deviendront les pires opportunistes »*. La prédiction s'est maintenant complètement confirmée. Au moment où dans le Parti socialiste se renforce et croît le mouvement en faveur de la milice, les chefs du parti qu'on appelle communiste courent prendre la lance d'incendie pour refroidir les aspirations des ouvriers avancés à se former en colonnes de combat. Peut-on se figurer un travail plus néfaste et plus démoralisant ?

toutes ces phrases il n'y a rien d'autre que de la couardise politique. La milice, en tant que forte organisation de l'avant-garde, est en fait le moyen le plus sûr contre les aventures, contre le terrorisme individuel, contre les sanglantes explosions spontanées. La milice est en même temps le seul moyen sérieux de réduire au minimum la guerre civile que le fascisme impose au prolétariat. Que seulement les ouvriers, malgré l'absence de « situation révolutionnaire », corrigent quelquefois à leur gré les « fils à papa » patriotes, et le recrutement de nouvelles bandes fascistes deviendra du coup incomparablement plus difficile.

Contre le fatalisme des bureaucraties

Mais ici les stratèges, embrouillés dans leur propre raisonnement, sortent contre nous des arguments encore plus stupéfiants. Nous lisons textuellement : *« Si nous répondons aux coups de revolver des bandes fascistes par d'autres coups de revolver »,* écrit *L'Humanité* du 23 octobre, *« nous perdons de vue que le fascisme est le produit du régime capitaliste et qu'en luttant contre le fascisme, c'est tout le système que nous visons ».* Il est difficile d'accumuler en quelques lignes plus de confusion et plus d'erreurs. Impossible de se défendre contre les fascistes parce qu'ils représentent... *« un produit du régime capitaliste ».* Cela veut dire qu'il faut renoncer à toute lutte, car tous les maux sociaux contemporains représentent des *« produits du système capitaliste ».* Quand les fascistes tuent un révolutionnaire ou incendient le siège d'un journal prolétarien, les ouvriers doivent constater philosophiquement : *« Ah, les meurtres et les incendies sont les produits du système capitaliste ! »,* et rentrer chez eux la conscience tranquille. À la théorie militante de Marx est substituée une prostration fataliste au seul profit de l'ennemi de classe. La ruine de la petite bourgeoisie est, bien entendu, le produit du capitalisme. La croissance des bandes fascistes est, à son tour, le produit de la ruine de la petite bourgeoisie. Mais, d'un autre côté, l'accroissement de la misère et de la révolte du prolétariat est aussi le produit du capitalisme, et la milice, à son tour, est le produit de l'exacerbation de la lutte des classes. Pourquoi donc pour les « marxistes » de *L'Humanité* les bandes fascistes sont-elles le produit légitime du capitalisme, et la milice ouvrière, le produit illégitime des... trotskystes. Décidément, il est impossible d'y rien comprendre.

On ne lutte contre le système qu'en luttant contre ceux qui le soutiennent

Il faut, nous dit-on, viser tout le « système ». Comment ? Par dessus la tête des êtres humains ? Pourtant, les fascistes dans les différents pays ont commencé par des coups de revolver et ont fini par la destruction de tout le « système » des organisations ouvrières. Comment donc arrêter l'offensive armée de l'ennemi, sinon par une défense armée, pour ensuite, à notre tour, passer à l'offensive ?

Léon Trotsky
La Milice du peuple, objections et réponses

Pas de pacifisme ouvrier

Pour lutter, il faut conserver et renforcer les instruments et les moyens de lutte : les organisations, la presse, les réunions, etc. Tout cela, le fascisme le menace directement et immédiatement. Il est encore trop faible pour se mettre à la lutte directe avec le pouvoir ; mais il est assez fort pour tenter d'abattre les organisations ouvrières morceau par morceau, pour tremper dans ces attaques ses bandes, semer dans les rangs ouvriers l'accablement et le manque de confiance dans leur force. En outre, le fascisme trouve des auxiliaires inconscients dans la personne de tous ceux qui disent que la « lutte physique » est inadmissible et sans espoir et réclament de Doumergue le désarmement de ses gardes fascistes. Rien n'est si dangereux pour le prolétariat, surtout dans les conditions actuelles, que le poison sucré des faux espoirs. Rien n'accroît autant l'insolence des fascistes que le « pacifisme » mollasse des organisations ouvrières. Rien ne détruit autant la confiance des classes moyennes dans le prolétariat que la passivité expectante, que l'absence de la volonté de lutte.

Formez vos détachements de combat

Le Populaire [organe du PS-SFIO] et surtout *L'Humanité* [organe du PCF] écrivent chaque jour : *« Le front unique, c'est une barrière contre le fascisme », « Le front unique ne permettra pas », « Les fascistes n'oseront pas »,* et ainsi de suite. Ce sont des phrases. Il faut dire carrément aux ouvriers, socialistes et communistes : *« Ne permettez pas aux journalistes et aux orateurs superficiels et irresponsables de vous bercer avec des phrases. Il s'agit de vos têtes et de l'avenir du socialisme ».*

Ce n'est pas nous qui nions l'importance du front unique : nous l'exigions alors que les chefs des deux partis étaient contre. Le front unique ouvre d'énormes possibilités. Mais rien de plus. En lui-même, le front unique ne décide rien. Seule la lutte des masses décide. Le front unique s'avérera une grande chose lorsque les détachements communistes viendront en aide aux détachements socialistes – et inversement – au cas d'une attaque des bandes fascistes contre *Le Populaire* ou *L'Humanité*. Mais pour cela, les détachements de combat prolétariens doivent exister, s'éduquer, s'exercer, s'armer. Et s'il n'y a pas d'organisation de défense, c'est-à-dire de milice ouvrière, *Le Populaire* et *L'Humanité* pourront écrire autant d'articles qu'ils voudront sur la toute

-puissance du front unique, les deux journaux se trouveront sans défense devant la première attaque bien préparée des fascistes. Essayons de faire l'examen critique des « arguments » et des « théories » des adversaires de la milice ouvrière, qui sont très nombreux et très influents dans les deux partis ouvriers.

Il nous faut l'auto-défense de masse, et non la milice, nous dit-on souvent. Mais qu'est-ce que cette « auto-défense de masse » ? Sans organisation de combat ? Sans cadres spécialisés ? Sans armement ? Remettre aux masses non-organisées, non préparées, laissées à elles-mêmes, la défense contre le fascisme, ce serait jouer un rôle incomparablement plus bas que celui de Ponce-Pilate. Nier le rôle de la milice, c'est nier le rôle de l'avant-garde. Alors pourquoi un parti ? Sans le soutien des masses, la milice n'est rien. Mais sans détachements de combat organisés la masse la plus héroïque sera écrasée, morceau par morceau, par les bandes fascistes. Opposer la milice à l'autodéfense est absurde. La milice est l'organe de l'autodéfense.

Sur le caractère « provocateur » de la milice

« Appeler à l'organisation de la milice, disent certains adversaires, certes peu sérieux et peu honnêtes, *c'est de la provocation ».* Ce n'est pas un argument, mais une insulte. Si la nécessité de défendre les organisations ouvrières découle de toute la situation, comment peut-on donc ne pas appeler à la création de milices ? Peut-être veut-on nous dire que la création de milices « provoque » les attaques des fascistes et la répression du gouvernement ? Alors, c'est un argument absolument réactionnaire. Le libéralisme a toujours dit aux ouvriers que par leur lutte de classes ils « provoquent » la réaction.

Les réformistes répètent cette accusation contre les marxistes ; les menchéviks contre les bolcheviks. Ces accusations se réduisent en fin de compte à cette pensée profonde que, si les opprimés ne remuaient pas, les oppresseurs ne seraient pas contraints de les battre. C'est la philosophie de Tolstoï et de Gandhi, mais aucunement celle de Marx et de Lénine. Si désormais *L'Humanité* veut aussi développer la doctrine de la « non-résistance au mal par la violence », il lui faut prendre pour symbole non pas la faucille et le marteau, emblème de la révolution d'Octobre, mais la pieuse chèvre qui nourrit Gandhi de son lait.

JEUDI 8 FÉVRIER 1934. — N° 190 PRIX : 0 fr. 50 33, RUE DES VINAIGRIERS, PARIS

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA VÉRITÉ

ORGANE HEBDOMADAIRE de la LIGUE COMMUNISTE

Section française de la Ligue Communiste Internationaliste (Bolcheviks-Léninistes)

ABONNEMENTS : France .... 1 an : 20 fr. 6 mois : 10 fr. Étranger .... 1 an : 30 fr. 6 mois : 15 fr. Compte chèque postal : P. Frank 1066-55 Paris

Abonnements d'un mois : 1 franc. Paraît le vendredi

Edition spéciale

Après une tentative de résistance, le Cabinet Daladier a capitulé devant le chantage fasciste et réactionnaire.

La classe ouvrière est directement menacée.

Les prolétaires ne peuvent compter que sur eux-mêmes.

Il faut passer sans délai à l'organisation d'une vaste " Alliance Ouvrière " englobant les partis ouvriers et syndicats ! Alerte !

LA CLASSE OUVRIÈRE EST EN DANGER !...

L'émeute réactionnaire du 6 Février

Pour le front unique des organisations, l'organisation de la milice ouvrière et la préparation de la grève générale !

AUX TRAVAILLEURS !

La bourrasque d'une émeute de coup d'état sur Paris

Les événements nous imposent de passer au mot d'ordre de la grève hebdomadaire de la Vérité. La prochaine n'en aura donc pas lieu.

Le tirage en a été doublé. Non content d'avoir empêché notre journal de paraître, le fascisme a voulu nous empêcher de le diffuser immédiatement.

A l'heure où nous parlons nous savons que nos camarades vendeurs ont été arrêtés, que des milliers de numéros ont été saisis.

Nous demandons à tous ces lecteurs et amis de la Vérité de nous aider par un coup de collier supplémentaire.

Pour que la « Vérité » puisse paraître régulièrement, il faut que nous ayons 2.000 nouveaux abonnés.

Nous demandons à tous nos lecteurs et amis de la Vérité de nous aider par un coup de collier supplémentaire.

Pour que la « Vérité » puisse paraître régulièrement, il faut que nous ayons 2.000 nouveaux abonnés.

Doriot est-il pour le front unique

DERNIÈRE HEURE

La Commission Exécutive.

Les ouvriers doivent s'armer avant d'être battus

« Mais l'armement des ouvriers n'est opportun que dans une situation révolutionnaire qui n'existe pas encore. » Cet argument profond signifie que les ouvriers doivent se laisser battre jusqu'à ce que la situation devienne révolutionnaire. Ceux qui prêchaient hier la « troisième période » [la direction stalinienne de l'Internationale communiste de 1928 à 1933] ne veulent pas voir ce qui s'est produit devant leurs yeux. La question elle-même de l'armement n'a surgi pratiquement que parce que la situation « pacifique », « normale », « démocratique » a fait place à une situation agitée, critique et instable, qui peut aussi bien se changer en situation révolutionnaire que contre-révolutionnaire. Cette alternative dépend avant tout de ceci : les ouvriers avancés se laisseront-ils battre impunément morceau par morceau ou bien à chaque coup répondront-ils par deux coups, élevant le courage des opprimés et les unissant autour d'eux ? Une situation révolutionnaire ne tombera pas du ciel. Elle se forme avec la participation active de la classe révolutionnaire et de son parti.

La milice, instrument d'une politique juste

Les staliniens français invoquent maintenant le fait que la milice n'a pas sauvé de la défaite le prolétariat allemand. Hier encore, ils niaient toute défaite en Allemagne et affirmaient que la politique des staliniens allemands avait été juste d'un bout à l'autre. Aujourd'hui, ils voient tout le mal dans la milice ouvrière allemande (Rote Front). Ainsi, d'une faute ils tombent dans la faute opposée, non moins monstrueuse. La milice ne résout pas par elle-même la question. Il faut une politique juste. Et la politique des staliniens en Allemagne *(« le social-fascisme, c'est l'ennemi principal »,* scission syndicale, flirt avec le nationalisme, putschisme) conduisit fatalement à l'isolement de l'avant-garde prolétarienne et à son effondrement. Avec une stratégie bonne à rien, aucune milice ne pouvait sauver la situation.

Seule l'organisation de la milice évitera le terrorisme et l'anarchisme

C'est une sottise de dire que par elle-même l'organisation de la milice mène sur la voie des aventures, provoque l'ennemi, remplace la lutte politique par la lutte physique, etc. Dans